

Déclaration liminaire du Haut-Commissaire au Comité exécutif du Programme du Haut-Commissaire
(Genève, 9 octobre 2023)

Madame la Présidente,
Madame et Monsieur les Vice-Présidents,
Monsieur le Rapporteur,
Distingués Délégués, y compris celui de l'Angola, notre tout nouveau membre,

Au cours des dernières 48 heures, les images choquantes d'attaques effroyables menées par le Hamas contre des civils israéliens ont envahi nos écrans. Au Moyen-Orient, nous assistons maintenant à une autre guerre dont l'intensification provoquera inévitablement plus de souffrances chez les civils, tant israéliens que palestiniens ; qui pourrait entraîner une grave instabilité dans une région déjà en proie aux tensions ; et qui constitue un autre élément très dangereux d'une mosaïque croissante de crises pouvant mettre à mal la paix dans le monde si elle n'est pas courageusement maîtrisée.

Même s'il n'est pas de son mandat de gérer les conséquences humanitaires immédiates et, en fait, tragiques du conflit israélo-palestinien, le HCR est présent et actif dans la région. Il est présent et actif partout où les guerres contraignent les gens à fuir. Vous me comprenez donc, si je débute ma déclaration annuelle à cette réunion du Comité exécutif par quelques réflexions sur la guerre. C'est justement parce que ce sont surtout les conflits qui provoquent les déplacements forcés qui ont maintenant atteint un niveau sans précédent, à savoir 110 millions de réfugiés et d'autres personnes déplacées – chiffre le plus élevé depuis des décennies.

Au fur et à mesure que les conflits gagnent en intensité, le droit international humanitaire n'est plus respecté. Les civils sont par conséquent les plus affectés. Pour rester en vie, les personnes innocentes doivent fuir. Elles doivent fuir avec leurs enfants, abandonnant tout derrière elles, et souvent des membres de leurs familles trop malades ou trop vieux pour entreprendre des voyages difficiles.

Ce que m'ont décrit des réfugiés ayant fui le conflit dévastateur au Soudan – alors que j'étais en visite cet été en Égypte, au Soudan du Sud et au Tchad – est révélateur : destruction ; mort ; torture ; viol.

Ils ont raconté comment ils avaient fui les violences brutales survenues de manière inopinée le 15 avril. Leur vie s'est bouleversée de manière aussi soudaine que celle des Ukrainiens un an plus tôt, et de beaucoup d'Ukrainiens maintenant, qui font face chaque jour à la mort et à la destruction du fait de l'invasion russe.

De tels récits sont ceux des 110 millions de personnes à travers le monde qui ont été contraintes de fuir leurs maisons par des conflits, des violences et des persécutions.

Nous entendons souvent parler de la nécessité d'arrêter les mouvements irréguliers. Je le comprends, mais nous ne devons pas oublier que 110 millions de personnes n'avaient d'autre *choix* que de fuir les personnes ayant *choisi* de combattre, de tuer ou de persécuter.

Cent dix millions de personnes que nous, au HCR, nous sommes chargés d'aider à protéger et d'assister, et en faveur desquelles nous devons trouver des solutions.

Dans l'exécution de la tâche qui lui a été confiée, le HCR est à un des moments les plus difficiles de son histoire.

Le monde est de plus en plus divisé, fragmenté et replié sur lui-même.

Beaucoup trop de politiciens considèrent la coopération comme une capitulation.

Ils fomentent des guerres de culture, afin de créer une division entre « nous et eux ».

Ils tolèrent (s'ils n'épousent pas) le racisme, la xénophobie, la fausse information, la désinformation, la haine religieuse et le discours de haine.

Le monde d'aujourd'hui, aussi divisé qu'il soit, est plus que jamais petit, comme le prouvent l'urgence climatique, la pandémie de la COVID-19 et les chocs économiques. Pourtant, les discours et les actes continuent d'être égoïstes et bornés :

Mes frontières ;

Mon pays ;

Mes ressources.

Ainsi, au lieu de vous parler des solutions résultant d'accords de paix et de la bonne gouvernance, du respect des droits humains, des progrès en matière d'éducation, de santé, de protection de la planète et d'autres objectifs de développement durable, je viens ici d'année en année parler du nombre sans cesse croissant de réfugiés et d'autres personnes déplacées fuyant les violences et les guerres :

le Soudan aujourd'hui ;

l'Ukraine l'année dernière ;

l'Éthiopie un an plus tôt ;

la Syrie, le Myanmar, le Sahel, le Soudan du Sud, l'Afghanistan, la République démocratique du Congo, et bien d'autres crises antérieures.

Madame la Présidente,

En fait, la situation dans le monde est désastreuse et ne cesse d'empirer. Les gens souffrent et les travailleurs humanitaires sont de plus en plus appelés à recoller les morceaux dans différentes régions du monde, et à *essayer* de les garder ensemble pendant des périodes prolongées. Il nous est souvent demandé de le faire, en l'absence de solutions politiques. La

collaboration avec ceux qui contrôlent des territoires, et quelquefois des pays entiers, quoique nécessaire, est souvent rendue difficile par la géopolitique.

J'apprécie les défis, en étant malheureusement conscient du contexte d'aujourd'hui marqué par des divisions (politiques de division). Très solennellement, je vous invite à vous focaliser ne serait-ce que sur les domaines où nous *pouvons* être d'accord, notamment que les personnes contraintes de fuir leurs maisons par des conflits ou des persécutions ont des droits — en tant qu'êtres humains *et* en tant que réfugiés ou personnes déplacées — et qu'un HCR solide et bien pourvu en ressources demeure nécessaire ... maintenant plus que jamais.

Depuis l'année dernière que nous nous sommes réunis, le HCR a répondu, sous la direction éclairée de Raouf, Haut-Commissaire assistant chargé des opérations, à 44 nouvelles situations d'urgence dans 31 pays, le triste record du nombre de crises enregistrées en une seule année ayant ainsi été battu. Dans la toute dernière crise, 100 000 réfugiés sont arrivés, il y a seulement quelques jours, en Arménie, en provenance de Karabakh. Nous aidons l'Arménie dans la réponse humanitaire, notamment pour l'identification des personnes ayant des besoins spécifiques. Un appel humanitaire a été lancé samedi. Nous sommes par ailleurs prêts à aider à la recherche de solutions qui, le moment venu, consisterait notamment à gérer les retours volontaires, en sécurité et dans la dignité des réfugiés et d'autres personnes déplacées.

Nous avons vu les violences se poursuivre dans beaucoup d'autres régions, comme en République démocratique du Congo, où près de 1,5 million de personnes ont été nouvellement déplacées uniquement cette année, dont 78 000 qui ont fui le pays en seulement un jour la semaine dernière ;

Au Sahel central, où dans un contexte marqué par une instabilité politique croissante, les violences perpétrées par des groupes armés contraignent davantage de personnes à fuir, notamment vers des États côtiers ;

En Somalie, où l'urgence climatique associée au conflit a forcé près de 900 000 personnes à quitter leurs maisons ;

Au Myanmar, où des centaines de milliers de personnes ont été ou sont déplacées par des combats.

Nous et d'autres agences sœurs des Nations Unies, des ONG nationales et internationales, le Mouvement de la Croix-Rouge, ainsi qu'un nombre croissant d'organisations dirigées par des réfugiés, sommes littéralement sur les lignes de front de ces crises et bien d'autres. Je suis fier de collaborer avec mes collègues du HCR et des Nations Unies, ainsi qu'avec nos partenaires, pour exécuter le travail qui nous a été confié, conformément aux principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance, même dans les circonstances les plus difficiles.

J'ai vu, par exemple, les conditions difficiles dans lesquelles les humanitaires vivent et travaillent aux côtés des réfugiés dans l'Est du Tchad, près de la frontière avec le Soudan. Jour

après jour, nuit après nuit, les collègues y aident à protéger et à soutenir les réfugiés ainsi qu'à fournir des services essentiels, notamment d'appui psychosocial indispensable, aux réfugiés traumatisés. Je les ai écoutés lorsqu'ils m'ont parlé du risque énorme auquel ils sont exposés, lorsqu'ils fournissent de l'aide, au-delà des frontières au Darfour, aux Soudanais désespérément dans le besoin.

J'ai vu les conséquences du tremblement de terre dans le Sud de la Türkiye et en Syrie : un niveau de destruction que je n'ai jamais vu auparavant. J'ai vu comment, malgré le fait qu'ils avaient perdu leurs maisons, leurs biens et dans beaucoup de cas, des parents, des amis ou des collègues, les humanitaires travaillaient d'arrache-pied pour soutenir les autorités et d'autres personnes nécessiteuses, dans une situation de catastrophe naturelle survenue dans une région déjà fragile, comme nous l'avons aussi vu avec le tremblement de terre dévastateur qui a frappé samedi l'Ouest de l'Afghanistan.

En étant aux côtés des personnes affectées dans les régions les plus reculées, nous voyons comment le changement climatique aggrave les problèmes laissés sans solution, comme la mauvaise gouvernance, les iniquités et les inégalités, et s'associe aux conflits, aux violences et aux persécutions pour déplacer davantage de personnes, y compris à travers les frontières.

En outre, beaucoup de personnes déplacées dans le monde vivent dans des zones déjà très vulnérables au climat et dans les pays éprouvant des difficultés pour s'adapter et cultiver la résilience, comme au Sahel et dans la Corne de l'Afrique. Au fur et à mesure que ces régions deviennent inhabitables, les déplacés et leurs communautés d'accueil peinent à avoir accès à l'eau, à l'énergie, aux moyens d'existence, bref à tout ce qui peut leur permettre de s'adapter à l'aggravation des contraintes environnementales.

Au vu de cette dure réalité, nous nous concentrons, comme indiqué dans notre Plan stratégique pour l'action climatique, à veiller à ce que les déplacements liés au climat fassent partie de nos plans nationaux d'adaptation, notamment grâce à des systèmes d'alerte rapide, et que les services et l'assistance fournis soient écologiquement durables. Nous œuvrons avec des partenaires pour aider les gouvernements à renforcer la résilience, à prévenir si possible les déplacements et à aider les déplacés à résister, aux côtés de leurs communautés d'accueil, aux chocs massifs et aux contraintes liées à l'urgence climatique.

Les déplacements liés au climat peuvent engendrer des problèmes de protection, raison pour laquelle l'action climatique doit être envisagée sous l'angle juridique et des droits humains. Dans ce contexte, l'expertise du HCR et son mandat pour la protection des réfugiés sont utiles. Nous fournissons aux États des conseils et des orientations techniques et juridiques, afin de veiller à ce que les normes de protection internationale soient respectées en situation de déplacement lié au climat.

Nous continuerons par ailleurs de réduire notre propre empreinte carbone, notamment en accordant la priorité aux investissements stratégiques dans les énergies renouvelables, afin de réduire la dépendance de bon nombre de nos bureaux vis-à-vis des énergies fossiles.

Toutefois, le plus urgent est bien évidemment de s'attaquer aux causes profondes du changement climatique, et les dirigeants doivent prendre les bonnes décisions. Mon vœu est

que, lors de leurs discussions en fin d'année à la COP28 à Dubaï, ils écoutent les personnes les plus affectés par l'urgence climatique, notamment les réfugiés et d'autres personnes déplacées, pour que l'action — et en particulier l'allocation des ressources — puisse aussi être guidée par l'expérience vécue.

Madame la Présidente,

Au vu du contexte, je suis extrêmement préoccupé par l'insuffisance du financement du HCR et, d'une manière générale, des opérations humanitaires. Je suis plus inquiet aujourd'hui que je ne l'ai été en près de huit ans que je dirige l'Organisation.

Par exemple, le Plan de réponse humanitaire à l'intérieur du Soudan, intégrant depuis avril plus de 4 millions de déplacés internes, n'est financé qu'au tiers. Le Plan de réponse régionale pour les réfugiés du Soudan, nécessitant 1 milliard de dollars E.-U., n'est financé qu'au quart. Les humanitaires et les gouvernements des pays d'accueil font de leur mieux. Toutefois, avec des ressources largement insuffisantes pour stabiliser les populations, personne ne devrait être surpris de voir les gens entreprendre des voyages dangereux dans le cadre de mouvements secondaires. Parmi ceux qui atteignent aujourd'hui la Tunisie et l'Italie, il y a des Soudanais qui ont récemment fui les combats et qui se sont déplacés des pays voisins du Soudan où l'assistance était très insuffisante. Cette situation nous rappelle malheureusement celle de 2015, où des milliers de réfugiés syriens et autres étaient partis du Moyen-Orient vers l'Europe, lorsque l'assistance commençait à diminuer. Au demeurant, le nombre de Syriens essayant maintenant de traverser la Méditerranée augmente aussi, car l'aide humanitaire en Syrie et dans les pays voisins, comme la Jordanie et le Liban, connaît encore d'importantes réductions.

En Ukraine, les besoins humanitaires persistent. Toute personne ayant visité l'Ukraine depuis le début de la guerre sait que le stoïcisme et la résilience de la population sont véritablement inspirants. L'aide internationale ne permet pas uniquement de sauver des vies. Elle permet aussi de maintenir la force des populations pour qu'elles s'adaptent aux changements de circonstances.

Toutefois, la lassitude des donateurs s'accroît rapidement ces jours-ci. Permettez-moi d'insister une fois de plus sur le fait que l'aide humanitaire aux Ukrainiens — y compris aux déplacés internes sur lesquels nous continuons de mettre l'accent par notre large présence opérationnelle au soutien du Gouvernement — doit se poursuivre sans faiblir, surtout que l'hiver approche.

Permettez-moi aussi de souligner comment il est important, pour *tous* les réfugiés et déplacés à travers le monde, de savoir qu'ils ont du soutien, aussi bien matériel, financier, moral que politique. Je suis conscient des défis et des pressions auxquels les donateurs font face. Leurs citoyens sont aussi exposés à l'inflation, au chômage, à la stagnation économique et à d'autres défis. Je suis par conséquent reconnaissant du fait que le financement de l'action humanitaire a continué d'être substantiel. L'année dernière par exemple, le HCR a bénéficié d'un niveau de contributions très élevé, avec une fois de plus en première place les États-Unis d'Amérique, suivis de l'Allemagne. Les deux pays ont déployé des efforts exemplaires pour mettre

suffisamment à la disposition du HCR des ressources permettant de répondre, non seulement à l'énorme crise en Ukraine, mais aussi à d'autres situations.

Je suis aussi très reconnaissant envers nos principaux donateurs de ressources non affectées que sont la Suède, la Norvège et les Pays-Bas. Ils sont parmi les quelques pays qui résistent — et j'espère qu'ils continueront de résister — à la baisse quelque peu dramatique des contributions non affectées, contraire aux principes des engagements pris dans le cadre du « *Grand Bargain* ». L'année dernière, seulement 12 % des contributions gouvernementales étaient non affectées, ce qui nous laisse peu de latitude pour répondre à de nouvelles crises ou intervenir dans des situations insuffisamment financées.

Nous avons connu en 2022 le niveau record des contributions non gouvernementales, qui ont atteint 1,2 milliard de dollars E.-U., soit 21 % de nos revenus globaux. Ces contributions proviennent des particuliers, des entreprises et des fondations. Le secteur privé participe aussi au plaidoyer. Il lutte contre la désinformation, emploie des réfugiés, élargit les voies complémentaires et investit dans les réfugiés et les communautés d'accueil, afin de créer des possibilités économiques pour l'avenir, traduisant ainsi véritablement l'esprit du Pacte mondial sur les réfugiés. Le HCR a élargi les initiatives de financement innovantes, notamment en continuant d'accroître l'appui à travers la philanthropie islamique, et en innovant dans d'autres domaines, comme c'est le cas avec la facilité de financement vert.

Tout cet appui est apprécié. Toutefois, la réalité du monde d'aujourd'hui est qu'il y a plus de besoins humanitaires que de ressources disponibles. Certains donateurs principaux nous disent que, malgré le fait que les crises ont augmenté, leur budget humanitaire est en train d'être réduit. Même si les financements privés seront substantiels, ils n'atteindront pas le niveau de l'année dernière, quand la crise ukrainienne avait suscité un grand effort de solidarité. Les niveaux de financement pour cette année et les estimations de 2024 sont par conséquent faibles.

Je sais ce que bon nombre d'entre vous vont légitimement proposer, et je puis déjà vous assurer que nous *sommes* en train d'établir l'ordre des priorités. Croyez-moi, nous prenons des décisions difficiles, afin d'être plus efficaces et plus efficaces. Nous avons introduit de nouveaux systèmes, outils et processus rationalisés. Nous rationalisons la structure de nos effectifs, afin d'éviter les chevauchements ou les lacunes entre le Siège, les bureaux régionaux et les opérations-pays. Ce faisant, nous sommes en train de réduire le nombre de postes, ainsi que les dépenses de personnel, afin de veiller à ce que l'accent continue d'être mis sur le service opérationnel. Dans le contexte des réformes générales aux Nations Unies, nous travaillons étroitement avec d'autres agences, afin de rationaliser si possible les dépenses, comme c'est le cas avec le service de gestion intégrée et sans marque du parc de véhicules, que nous gérons en collaboration avec le Programme alimentaire mondial.

Nous continuons néanmoins de faire face à un déficit de 650 millions de dollars E.-U. que nous devons combler avant la fin de l'année. Ce montant se situe au-delà des contributions faites ou en cours de discussion. Les perspectives de 2024 sont même plus inquiétantes. Nous en sommes très préoccupés, tout comme nos plus proches partenaires comme le Programme alimentaire mondial qui joue un rôle indispensable dans la fourniture d'aliments aux réfugiés.

Quelques-uns de nos donateurs les plus fiables ont promis de l'aide. Il faudrait agir de toute urgence, sinon nous serons obligés de réduire les dépenses dans beaucoup de domaines vitaux, comme la réponse d'urgence. J'en appelle à tous – à tous – pour plus d'efforts, y compris aux États donateurs de la région du Golfe et à d'autres États dont les contributions ont baissé ou n'ont jamais été substantielles.

Les conséquences du déficit financier sont frappantes. Elles affectent les réfugiés et d'autres personnes déplacées, et exercent des pressions sur les pays d'accueil (qui demeurent les plus grands donateurs pour les réfugiés). Nous observons déjà des coupes inquiétantes de l'assistance alimentaire au Bangladesh et en Jordanie, ainsi que dans plusieurs pays africains, entraînant de plus en plus des mouvements secondaires pour certains et des mécanismes néfastes d'adaptation pour d'autres. Le déficit financier entraîne aussi la réduction des services de protection comme dans l'Est de la République démocratique du Congo, un des endroits où de tels services de protection sont le plus nécessaire.

Madame la Présidente,

Étant donné que les ressources humanitaires s'amenuisent et que leur durabilité est remise en question, il est primordial pour nous de continuer à renforcer le partenariat avec les organismes de développement.

Nous avons accompli des progrès phénoménaux – et j'utilise ce terme à dessein – des progrès phénoménaux depuis que le Pacte mondial sur les réfugiés a été approuvé. Il ressort des données de l'OCDE que, seulement pour la période biennale 2020-2021, plus de 11 milliards de dollars E.-U. d'aide au développement, décaissés par des banques bilatérales et multilatérales, ont permis de contribuer aux réponses pour les réfugiés. Ce montant vient *s'ajouter* aux financements obtenus à travers des organismes des Nations Unies, des ONG et par des appels humanitaires coordonnés.

Je vous encourage à lire le Rapport sur le développement de la Banque mondiale relatif aux migrants, aux réfugiés et aux sociétés, qui propose un cadre intégré permettant de maximiser les effets en termes de développement de l'accueil des réfugiés. Je me réjouis d'avance de la publication des données d'enquête de l'OCDE sur le financement pour les réfugiés, qui seront rendues disponibles à temps pour le Forum mondial sur les réfugiés.

L'un des principaux défis est toutefois que l'impact de l'aide au développement dans les situations de réfugiés ne devient visible qu'à moyen et à long terme, alors qu'on a besoin de réponses rapides. Nous commençons néanmoins à voir l'aide au développement déployée au début des crises, dans des situations fragiles, pour ce que j'appelle, peut-être d'une manière incorrecte (mais c'est le terme qui décrit mieux ce que je veux dire !) le « développement en situation d'urgence ». En août, je me suis rendu au Tchad avec Anna Bjerde, Directrice générale de la Banque mondiale chargée des opérations. Alors que nous y étions, Anna a annoncé le financement de projets de développement à hauteur de 340 millions de dollars E.-U. pour les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Les États-Unis d'Amérique ont aussi annoncé une assistance *humanitaire* pour la situation au Soudan d'un montant de 163 millions de dollars E.-U. Il s'agit là d'un très bon exemple où des acteurs humanitaires et des acteurs de développement s'associent tôt au début d'une crise, et je lance un appel pour que

nous suivions davantage ce modèle dans d'autres régions du monde, en veillant évidemment à ce que les engagements pris par les organismes de développement puissent être exécutés rapidement. Ce modèle permet d'inclure rapidement les réfugiés dans les programmes nationaux en leur fournissant des services et des possibilités et en soutenant les pays d'accueil, jusqu'à ce que les réfugiés puissent retourner volontairement chez eux, en sécurité et dans la dignité.

Madame la Présidente,

Malgré les réductions et les déficits de financement, le HCR reste déterminé à insister pour des solutions aux déplacements, même dans des circonstances difficiles. Surtout grâce aux États-Unis, au Canada et à l'Australie, un nombre de réfugiés, plus important cette année que l'année dernière, partiront pour la réinstallation. Les voies complémentaires ont également été élargies, notamment avec des programmes comme ceux mis en œuvre par l'Irlande, l'Italie et d'autres pays, et les efforts significatifs fournis par l'Allemagne, le Canada et la Suède en matière d'éducation pour les réfugiés, entre autres domaines. S'agissant de l'éducation, 7 % des réfugiés, contre 1 % il y a quelques années, poursuivent leurs études postsecondaires, grâce au programme phare de bourses DAFI, ce qui nous place en bonne position pour atteindre l'objectif de 15 % des réfugiés dans l'enseignement postsecondaire d'ici 2030.

Les États ont par ailleurs trouvé des solutions aux situations d'apatridie. Par exemple, le Président Ruto du Kenya a pris en juillet un acte pour confirmer la nationalité kényane des membres de la communauté Pemba qui vivaient dans le pays depuis des années, ce qui leur a permis de devenir des membres à part entière de la société kényane. Au moment où nous entrons dans la dernière année de la Campagne #J'appartiens et lançons l'Alliance mondiale qui est une plate-forme d'apprentissage et d'échange à laquelle vous êtes les bienvenus, j'espère que d'autres États prendront rapidement des mesures pour lutter contre l'apatridie.

L'inclusion des réfugiés dans les services ainsi que l'octroi à ceux-ci de l'accès aux possibilités économiques demeurent indispensables dans les situations prolongées et même nouvelles de déplacement. Nous mettons en œuvre ces options dans plusieurs pays africains, comme l'Ouganda, et dans d'autres continents, comme en Colombie et en Équateur, qui sont de bons exemples d'une hospitalité bien gérée et de la recherche de solutions.

Par ailleurs, le Kenya accueille aussi généreusement plus de 600 000 réfugiés. Il a pris d'importantes mesures pour améliorer le cadre de protection et de solution, notamment grâce au Plan *Shirika* d'avenir, qui encourage l'inclusion socio-économique des réfugiés par la transformation des camps en zones d'installation intégrées. Je suis honoré par le fait que le Premier Secrétaire du Gouvernement kenyan sera demain avec nous à un important événement en marge sur le Plan *Shirika*, auquel vous êtes tous invités. Le HCR a déjà aidé à mobiliser près de 200 millions de dollars E.-U. de financement pour le développement. J'encourage les donateurs tant bilatéraux que multilatéraux à participer à cette initiative révolutionnaire, notamment à travers les guichets pour le climat.

Malgré les défis actuels, la Stratégie de solutions pour les réfugiés afghans demeure aussi une plateforme importante. Près de 200 000 déplacés et environ 20 000 réfugiés afghans sont retournés au cours des 18 derniers mois, notamment dans les zones prioritaires de retour et

de réintégration. Dans le même temps, les restrictions abjectes que les autorités de fait ont imposées aux femmes et aux filles continuent de les priver de leurs droits et de leur avenir. Dans le cadre des efforts fournis aux Nations Unies, nous continuons de plaider en faveur de l'abrogation de ces politiques de régression. Toutefois, il est entre-temps important que les organismes humanitaires soient en mesure de fournir aux populations afghanes, en particulier aux femmes et aux filles, l'appui crucial dont elles ont besoin et qu'elles méritent. Cet appui leur permettra de tenir face aux difficultés, comme au cours des deux années antérieures. Il permettra aussi de leur rappeler qu'après 20 ans de promesses, elles ne sont pas abandonnées. Les besoins sont immenses et j'exhorte par conséquent les donateurs à mieux pourvoir les opérations humanitaires en ressources et à leur accorder plus de souplesse, pour que nous puissions continuer d'intervenir. Il est impérieux de soutenir comme il se doit l'Iran et le Pakistan, deux principaux pays d'accueil des réfugiés afghans. Pendant des décennies, ils ont assuré la protection de millions de réfugiés afghans, et nous espérons qu'ils continueront de le faire. Les cas signalés d'une possible expulsion d'Afghans sans pièces du Pakistan constituent un sujet de préoccupation. Nous continuerons de collaborer avec les autorités à Islamabad pour trouver des solutions à ce problème et assurer la protection des réfugiés.

Les solutions nécessitent une combinaison de facteurs tels que la confiance que le retour dans le pays d'origine se fera en sécurité ainsi que les ressources permettant de garantir sa durabilité. Tel est le cas dans les pays comme la Syrie qui nécessite encore des efforts au niveau des deux aspects pour que des progrès significatifs puissent être accomplis. Les discussions ayant récemment eu lieu avec le Gouvernement syrien sont importantes, et j'encourage la prise en compte des volets protection, ainsi que l'instauration de la confiance nécessaire. J'en appelle aussi à davantage d'appui aux activités de récupération rapide permettant à ceux qui optent pour le retour volontaire de vivre une vie digne.

Le Myanmar présente une autre situation difficile pour laquelle nous devons fournir plus d'efforts afin que les membres de la minorité musulmane Rohingya qui demeure l'une des plus discriminées dans le monde puissent entrevoir la possibilité de retourner volontairement chez eux avec leur sécurité, leurs droits et leur dignité respectés. Nous exprimons notre gratitude aux pays accueillant les réfugiés Rohingya, en particulier au Bangladesh.

Nous ne devons pas oublier que, dans certaines régions, les solutions aux déplacements internes sont à notre portée. Nous travaillons étroitement avec d'autres agences pour réaliser des progrès dans la mise en œuvre du Programme d'action du Secrétaire général sur les déplacements internes dans 16 pays pilotes en Asie, au Moyen-Orient, en Afrique et dans les Amériques.

Dans d'autres régions, beaucoup de réfugiés veulent retourner chez eux, mais les ressources pour ce faire constituent le facteur inhibant. Par exemple, en dehors des plus de 225 000 réfugiés burundais ayant volontairement retourné chez eux depuis des années, un autre groupe de 24 000 ont exprimé le désir de rentrer pour se réintégrer au Burundi, surtout en provenance de la Tanzanie, du Kenya, du Rwanda et de l'Ouganda. Toutefois, notre programme de rapatriement connaît un déficit de plus de 13 millions de dollars E.-U. nécessaires pour assurer le transport des réfugiés et les aider à redémarrer leur vie chez eux. Il s'agit là de la conséquence directe du déficit de financement et d'un exemple montrant

pourquoi vous continuerez de m'entendre lancer de vibrants appels pour un meilleur appui financier, surtout dès lors que nous pouvons aider les réfugiés à être où ils souhaitent le plus, à savoir chez eux.

Madame la Présidente,

Les flux mixtes de réfugiés se déplaçant aux côtés de migrants le long de voies pleines de risques, notamment de traite d'êtres humains, constituent l'un des principaux défis auxquels nous faisons face. Nous sommes tous d'avis que ces mouvements sont difficiles à gérer, bien évidemment pour les pays de destination, mais aussi pour les pays de transit et d'origine. Nous observons ce phénomène dans les Amériques, en Afrique, en Europe et ailleurs. Le Darien, la Méditerranée, le Golfe du Bengale sont devenus synonymes de lieux de perte de vies humaines, d'exploitation de personnes vulnérables, et d'États faisant de plus en plus face à des problèmes difficiles. Il est donc impératif pour nous de voir ce que nous pouvons faire à chaque étape de ces longs itinéraires. J'ai parlé d'une approche « globale de l'itinéraire » concept qui gagne de plus en plus du terrain – ce qui est une bonne chose – et qui sous-tend des cadres importants comme la Déclaration de Los Angeles sur la migration et la protection ou le Pacte sur la migration et l'asile qui, je l'espère sera adopté par l'Union européenne.

La semaine dernière, j'ai eu une réunion très constructive avec Amy Pope, nouvelle Directrice de l'Organisation internationale pour les migrations. Entre autres sujets discutés, Amy et moi avons convenu d'intensifier nos efforts de plaidoyer auprès des États sur la nécessité d'adopter cette approche « panoramique » de mouvements mixtes. Nous effectuons déjà un excellent travail avec le Gouvernement des États-Unis d'Amérique concernant leurs défis.

Parce que les contrôles migratoires et frontaliers sont nécessaires et constituent le droit souverain d'un État. Toutefois, il est à la fois peu pratique et borné de se focaliser uniquement sur ces mesures, comme c'est souvent le cas. Une approche globale de l'itinéraire doit assurer l'accès au territoire pour les demandes d'asile, ainsi qu'une capacité d'accueil pour des systèmes équitables et rapides d'une prise de décision prompte sur qui est réfugié et qui ne l'est pas, ainsi que sur le retour des personnes n'ayant pas besoin de protection, dans le respect de leurs droits et de leur dignité.

Elle exige une réinstallation solide et des voies complémentaires pour les réfugiés. Elle signifie aussi (sur cette question, la Directrice générale de l'OIM est mieux placée pour vous conseiller) veiller à ce que des voies légales de migration sûres soient disponibles. Il s'agit d'une bonne chose pour les personnes ayant choisi de migrer, pour les pays et les économies qui ont désespérément besoin de migrants et pour les voies d'asile qui sont souvent la seule option disponible et qui finissent donc par être surchargées.

L'approche globale de l'itinéraire exige que les pays de destination travaillent avec les pays de transit afin de mettre à disposition des ressources pour renforcer leurs systèmes de gestion de la migration et des réfugiés, et qu'ils offrent des possibilités aux personnes en déplacement. Nous devons briser le mythe selon lequel les réfugiés et les migrants se dirigent vers les pays riches. Beaucoup, si ce n'est la plupart se dirigent vers le premier lieu sûr et viable disponible. Rappelons-nous par exemple que 69 % des réfugiés vivent dans les pays voisins du leur et que près de 90 % de *toutes les personnes déplacées* de force demeurent

dans des pays à revenu faible ou intermédiaire. Il est toutefois aussi vrai, comme je l'ai déjà dit et nous le voyons pour la réponse au Soudan, que lorsque l'aide diminue, certains réfugiés entreprennent des voyages dangereux ou tombent entre les mains criminelles de trafiquants.

Bien évidemment, l'approche globale de l'itinéraire exige que beaucoup – beaucoup – plus d'efforts soient fournis dans les pays d'origine pour résoudre les problèmes notamment liés aux droits humains, à l'absence de la bonne gouvernance et de la primauté du droit, à la résolution des conflits, ainsi qu'à la gestion de l'urgence climatique, au déficit de développement et à la création de plus de possibilités économiques, en particulier pour les jeunes.

Permettez-moi de le répéter : quels que soient les défis, le HCR est là pour soutenir les États. Nous travaillerons avec vous pour trouver des solutions pratiques — comme nous l'avons fait dans beaucoup d'endroits — dans le respect du droit de demander l'asile, du droit international et des obligations des États, en comprenant les défis spécifiques et en s'y adaptant. Je voudrais tout aussi être clair : nous dirons toujours que l'accès au territoire pour solliciter l'asile doit être maintenu. Il s'agit là de la pierre angulaire du droit international relatif aux réfugiés qui traduit le principe de non-refoulement consacré par le droit international coutumier. Nous ne pouvons pas, et nous n'allons pas, accepter l'externalisation ni la sous-traitance des obligations en matière d'asile.

Madame la Présidente,

Je demeure engagé à rendre le HCR plus diversifié, plus équitable et plus inclusif. Vers la fin de l'année, nous entendons publier un cadre stratégique pour la diversité, l'équité et l'inclusion devant nous permettre d'identifier et d'atteindre nos objectifs dans ce domaine. J'ai pu aussi m'enorgueillir des mesures prises dans les années antérieures pour prévenir l'exploitation, les abus et le harcèlement sexuels. Je tiens à rendre un vibrant hommage à Kelly Clements, Haute-Commissaire adjointe, pour son leadership dans ce domaine, non seulement au HCR, mais aussi à travers le système des Nations Unies. Même si nous sommes ravis des progrès accomplis, nous savons que nous ne pouvons jamais relâcher nos efforts sur ces questions ni sur d'autres questions liées à l'intégrité. Pour moi ainsi que pour l'Équipe de hauts responsables, une vigilance constante et des actions permanentes demeurent des priorités.

Madame la Présidente,

Le HCR est une construction des États membres. Vous nous avez confié le mandat de superviser l'application de la Convention de 1951 relative au statut des réfugiés, et vous nous avez aussi chargé d'aider à protéger les personnes privées de la protection de leur État. Par ailleurs, vous avez continué de nous demander – jour après jour, résolution après résolution – de maintenir notre mandat et de protéger les personnes fuyant les guerres et les persécutions.

Cela étant, je voudrais, avant de terminer mon propos, soulever une question qui a fait l'objet de débats difficiles entre les membres de ce Comité. Je tiens à réaffirmer le fait que les personnes persécutées en raison de leur orientation sexuelle ou identité de genre *relèvent* de

la compétence du HCR et doivent être protégées lorsqu'elles demandent l'asile dans un autre pays. Je vous assure que sur cette question— comme sur d'autres — nous continuerons d'entretenir un dialogue respectueux et inclusif avec chaque État, dans le respect des responsabilités qui m'ont été confiées en vertu de mon mandat dans tous leurs aspects, comme prévu dans le droit et les instruments pertinents.

Madame la Présidente,

Dans seulement neuf semaines, beaucoup parmi vous retourneront pour le deuxième Forum mondial sur les réfugiés. Je suis reconnaissant envers la Suisse pour avoir une fois de plus accepté d'accueillir conjointement la réunion, et envers les coparrains précédents et actuels pour leur soutien sans relâche et leurs sages conseils. Je voudrais aussi adresser mes remerciements à Gillian Triggs, Haute-Commissaire assistante chargée de la protection, pour avoir dirigé les préparatifs du Forum. La présente réunion du Comité exécutif est la dernière pour Gillian. Je lui dis donc merci pour le leadership constant, adroit, clairvoyant et éloquent dont elle a fait preuve ces dernières années en matière de protection, pour son esprit positif et son approche pratique, mais fondée sur des principes ainsi que pour son amitié très appréciée.

Au Forum mondial sur les réfugiés, nous évaluerons les progrès accomplis dans l'opérationnalisation du Pacte mondial ainsi qu'au niveau des engagements pris au premier Forum de 2019. Nous renouvellerons notre engagement par d'autres promesses engageant l'ensemble de la société, faites par des États, des villes, le secteur privé, des ONG, des universitaires, des acteurs confessionnels, des équipes-pays des Nations Unies, des organisations sportives et bien d'autres acteurs. Nous allons compter cette année sur une présence substantielle de représentants des réfugiés.

Je vous exhorte à venir à cette réunion, pleins d'énergie et de passion, et surtout avec un sens d'unité à l'appui de quelques-unes des personnes les plus vulnérables dans le monde, à savoir les réfugiés et leurs communautés d'accueil. Parce que les réfugiés ont connu des divisions plus graves que nous ne saurions l'imaginer, parce qu'ils ont été divisés loin de chez eux, de leurs familles et de leurs amis, ils ont en particulier besoin que nous nous mettions *ensemble*, et ils le méritent.

Ensemble pour la protection, l'aide humanitaire, le développement, les possibilités, l'inclusion et l'*action* afin de mieux partager la charge et les responsabilités.

Ensemble dans la détermination à trouver des solutions, du moins pour ce défi mondial.

Je vous remercie.